

Créer des marchés financiers efficaces en Afrique

Des marchés financiers liquides, diversifiés et bien réglementés sont une source essentielle de financement en monnaie locale pour les États, les acteurs du secteur financier et les utilisateurs finaux, comme les petites entreprises. Des marchés nationaux de capitaux plus développés, les marchés de la dette notamment, peuvent favoriser une affectation plus efficace des investissements et une meilleure répartition des risques, et offrir dans le même temps une source de financement complémentaire.

En Afrique, les marchés de capitaux peuvent appuyer le financement d'activités prioritaires dans des secteurs essentiels pour le développement comme le logement, les infrastructures, l'agro-industrie et les petites entreprises. Or, bon nombre de ces marchés de capitaux sont encore embryonnaires. Les marchés des actions sont de petite taille, peu liquides et peu de titres y sont cotés. Les marchés obligataires souffrent d'un nombre limité d'indicateurs permettant de définir le prix des titres, d'une faible liquidité, de cadres réglementaires rigides et d'infrastructures inefficaces. Le sous-développement des marchés financiers sur le continent est imputable à des facteurs liés à la fois à l'offre et à la demande. S'agissant de l'offre, peu d'établissements ont les moyens ou la volonté de lever des capitaux par leur intermédiaire. Les coûts élevés et les exigences réglementaires contraignantes ont empêché les entreprises d'y recourir. Sur le plan de la demande, la base d'investisseurs est restreinte et dominée par les banques locales. La capacité des investisseurs institutionnels nationaux à opérer sur des titres à revenu fixe est faible, et les instances de régulations doivent renforcer leurs compétences pour assurer un contrôle efficace des marchés.

À propos d'IFC en Afrique

IFC a acquis une position de premier plan en matière de promotion de l'investissement privé en Afrique. En soixante ans, IFC a investi plus de 60 milliards de dollars sous forme de financements à long terme dans des entreprises et des institutions financières africaines, dont plus de 40 milliards pour son propre compte. Nous sommes l'un des principaux prestataires de services-conseils au service du développement durable du secteur privé et nous mobilisons des capitaux auprès d'autres investisseurs dans des secteurs essentiels pour l'avenir de l'Afrique. Le travail d'IFC vise à améliorer l'accès au financement des petites entreprises, à soutenir les start-up innovantes, à combler le déficit en matière d'électricité, à favoriser l'essor d'une industrie manufacturière durable, à renforcer la résilience des systèmes de santé et à stimuler le commerce régional. Nous déployons par ailleurs un mécanisme de financement accéléré et des programmes de conseil pour aider les entreprises africaines à se remettre de la pandémie de COVID-19.

Aperçu des activités d'IFC sur les marchés financiers africains

Pour remédier à ces problèmes, IFC intervient dans le cadre de programmes visant à améliorer l'efficacité des marchés de capitaux en Afrique et à instaurer un environnement solide permettant d'attirer les financements du secteur privé dans des secteurs clés pour le développement économique.

Un soutien aux transactions est également apporté aux émetteurs pour les aider à préparer et à lancer une série d'opérations reproductibles sur le marché.

IFC favorise le développement des marchés financiers en Afrique par les moyens suivants :

- conseils et renforcement des capacités des principaux acteurs du marché
- émissions obligataires en monnaie locale
- soutien aux primo-émetteurs pour les aider à accéder aux marchés de capitaux

IFC investit dans des titres qui facilitent l'accès aux marchés financiers de clients existants et potentiels, notamment les investissements d'ancrage, le rehaussement de crédit et le stockage de titres.

IFC émet des obligations en monnaie locale sur les marchés locaux pour encourager de futures émissions d'obligations d'entreprise et favoriser les financements par un effet d'émulation et de démonstration.

IFC aide ses clients à accéder aux marchés financiers internationaux à travers des investissements d'ancrage dans des Eurobonds ou, indirectement, par ses propres émissions en monnaie locale à l'étranger.

Exemples d'activités d'IFC sur les marchés financiers africains

- **Programme conjoint de développement des marchés financiers (J-CAP) IFC-Banque mondiale** Le programme J-CAP vise à renforcer le développement des marchés de capitaux en instaurant l'environnement politique et réglementaire qui permet d'y mener des transactions, en faisant appel aux opérations et aux financements de la Banque mondiale lorsque des interventions publiques sont nécessaires pour mettre en œuvre des réformes dans ces marchés, et en travaillant en collaboration avec les instances de régulation et les investisseurs institutionnels pour diversifier les investissements au-delà des obligations souveraines et accroître la participation du secteur privé. Dans le cadre du J-CAP, IFC a investi 47 millions de dollars et mobilisé 121 millions de dollars dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), et a également investi 2,9 millions de dollars et mobilisé 14 millions de dollars au Kenya. En Afrique, le programme intervient dans les huit pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), ainsi qu'en Afrique du Sud, au Kenya et au Maroc.
- **IFC renforce la capacité des régulateurs africains.** 136 instances de régulation africaines ont bénéficié des formations dispensées en anglais et en français dans le cadre de programmes de troisième cycle sur les marchés de capitaux financés par IFC à l'université George Washington (en collaboration avec l'Institut Milken) et à l'université Paris-Dauphine (en collaboration avec Europlace).
- **IFC a accordé un prêt 20 millions de dollars à l'Africa Local Currency Bond Fund.** Ce fonds a investi plus de 220 millions de dollars dans des obligations en monnaie locale de 42 émetteurs ; il a ainsi fait entrer 12 primo-émetteurs sur le marché et mobilisé plus de 1,4 milliard de co-investissements.
- **Projet de développement du marché financier au Rwanda.** Dans le cadre de cette opération conjointe, IFC et la Banque mondiale apportent des conseils quant aux moyens d'accroître la liquidité du marché secondaire des obligations d'État, d'augmenter l'offre et les émissions d'obligations non gouvernementales, et d'établir une base d'investisseurs professionnels plus diversifiée.

Investissements notables d'IFC sur les marchés financiers africains

- IFC a investi 8,5 millions de dollars dans le premier emprunt obligataire à 15 ans d'une société togolaise, la **Caisse régionale de refinancement hypothécaire**, pour contribuer au développement du marché régional et allonger la courbe de rendement, promouvoir le crédit immobilier, allonger les échéances des obligations et réduire les coûts.
- IFC a investi 2 millions de dollars et mobilisé 19 millions de dollars pour capitaliser la **Kenya Mortgage Refinance Company (KRMC)** ; elle a par ailleurs investi 1 million de dollars et mobilisé 12 millions de dollars dans la première émission obligataire de la société pour améliorer l'accès à des crédits hypothécaires de plus long terme moins coûteux et à des logements abordables au Kenya.
- IFC a investi 10 millions de dollars dans les **premières gender bonds d'Afrique subsaharienne, émises par la NMB Bank de Tanzanie**. Grâce à l'obligation Jasiri, NMB Bank offre des financements abordables aux entreprises détenues par des femmes et/ou aux entreprises dont les produits ou services ont des retombées directes sur les femmes.
- IFC a investi 30 millions de dollars environ dans la **première opération de titrisation de créances lancée par une banque de l'UEMOA, NSIA Banque Côte d'Ivoire**, et cotée à la bourse régionale (BRVM) pour accroître les prêts aux PME locales.
- IFC a investi 135 millions d'euros dans la **première émission d'obligations vertes en devise étrangère de la Banque centrale populaire** au Maroc, dont 35 millions d'euros ont été mobilisés auprès de Proparco pour financer des projets climatiques et encourager l'investissement privé dans les projets d'énergie renouvelable à long terme.
- IFC a investi 100 millions de dollars dans la **première obligation verte du secteur privé en Égypte, émise par la Commercial International Bank (CIB)** pour développer le financement climatique et mobiliser des financements pour des projets climato-intelligents, réduire les émissions de gaz à effet de serre, et accompagner la transition du pays vers une économie plus verte.

Pour de plus amples renseignements :

Tor Jansson
tjansson@ifc.org